

Aide du gouvernement à Chrysler du Canada en difficulté

En échange de niveaux garantis d'investissement d'environ \$1 milliard et d'autres investissements par Chrysler du Canada et Chrysler Corporation, le gouvernement fédéral garantira \$200 millions de prêts accordés par des institutions financières du secteur privé à cette compagnie. Les investissements décrits par Chrysler dans le plan qu'elle a soumis, permettront d'atteindre 15 900 emplois d'ici 1984.

En annonçant cette nouvelle le 10 mai dernier, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herb Gray, a précisé que l'aide du gouvernement fédéral, apportée pour éviter que Chrysler du Canada ne déclare faillite, est sujette à certaines conditions.

Chrysler du Canada devra investir environ un milliard de dollars au Canada, entre 1980 et 1985. Environ \$400 millions de cet investissement ainsi qu'un projet particulier auquel les garanties de prêt sont liées, porteront sur la conversion et l'agrandissement de l'usine de fourgonnettes de Chrysler qui produira une nouvelle fourgonnette-voiture économique, construite exclusivement au Canada.

Chrysler consacrera également plus de \$250 millions pour améliorer ses installations actuelles de production et construire une des nouvelles séries de petites voitures à traction avant qui seront mises sur le marché en 1983.

Plus de \$300 millions seront consacrés à l'amélioration de plusieurs opérations de montage et de fabrication.

Toutes les modifications apportées au financement de l'investissement et aux installations prévues dans le plan de la Société ou aux engagements pris pour les emplois, devront recevoir l'approbation du Ministre. Enfin, le gouvernement nommera un administrateur qui siégera au sein du Conseil d'administration de Chrysler-Canada.

Dans tout le Canada, 40 000 emplois dépendent directement de cette compagnie: environ 16 000 chez les concessionnaires, 10 000 chez les fournisseurs et 14 000 chez Chrysler.

De son côté, le gouvernement de l'Ontario accordera une subvention de \$10 millions à Chrysler du Canada pour que cette compagnie crée un centre de recherche et de développement sur les utilisations de l'aluminium et du plastique.

Rejet clair de la thèse "souveraineté-association" par les Québécois

Six Québécois sur dix ont choisi de refuser au gouvernement du Québec le mandat de négocier la souveraineté-association.

Tel est le message qui ressort du référendum tenu le 20 mai au Québec, alors que 2 171 913 Québécois ont répondu "non" (soit 59,5 p. cent) et 1 478 200 "oui" (soit 40,5 p. cent) à la question que leur avait posée le gouvernement du Parti québécois de M. René Lévesque. (Par cette question, le peuple québécois avait à décider s'il accordait au gouvernement du Québec un mandat de négocier l'indépendance du Québec, tout en maintenant une association économique avec le reste du Canada.)

Le vote en faveur du "non" a été majoritaire dans toutes les régions à l'exception de celles du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord qui ne comptent que cinq p. cent de la population du Québec. Le "non" a recueilli une moyenne de 57 p. cent des voix dans les circonscriptions à majorité francophone.

Une journée ensoleillée et chaude a encouragé 84 p. cent des électeurs à se prévaloir de leur droit de vote, soit 7 p. cent de plus que lors des élections de 1976 qui avaient porté le Parti québécois de M. Lévesque au pouvoir.

Le premier ministre Lévesque, acceptant la défaite, devait déclarer que le peuple québécois avait nettement donné une autre chance au fédéralisme, et qu'il appartenait aux fédéralistes de "mettre un contenu dans toutes les promesses qu'ils ont faites durant les 35 jours [de la campagne référendaire]".

Le chef du Comité des Québécois pour le Non, et chef du Parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, déclarait à ses partisans: "La cause d'un Québec résolu à se développer librement dans un fédéralisme canadien renouvelé vient de remporter ce soir une très grande victoire".

Déclaration du premier ministre du Canada

S'adressant à la Chambre des communes, dès le lendemain du référendum, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, déclarait: "La vie démocratique ne procède pas seulement de l'opinion majoritaire mais aussi de l'expression et de l'incorporation des opinions minoritaires... 113 ans de démocratie canadienne m'autorisent donc à assurer les tenants de

l'autre option que leurs aspirations profondes par des aménagements politiques, certes différents de ceux qu'ils auraient préférés, continueront de marquer l'évolution de notre société et d'accentuer ce qui en fait l'originalité". Et M. Trudeau de poursuivre:

"Nous croyons fermement que [cette victoire] marque la fin d'une longue période d'incertitude, de doutes et de relations tendues entre le Québec et les autres provinces du Canada, et entre les francophones et les anglophones. Une autre nouvelle pointe à l'horizon. Elle laisse présager une période de rétablissement préparatoire à une reconstruction. En optant pour le Canada, les Québécois ont reconnu que leurs concitoyens sont disposés à les écouter, à les comprendre et à répondre à leurs aspirations légitimes.

"Toutefois, les Québécois ont également fait savoir qu'ils sont eux-mêmes disposés à écouter ce que les autres Canadiens ont à dire, à comprendre leurs aspirations et à les aider à réaliser leurs rêves. Nous, Canadiens, nous orientons désormais vers une destination commune, et c'était là la question fondamentale. Nous devons donc maintenant poser de nouveaux jalons et nous tracer un parcours commun en vue d'atteindre la même destination.

"Tel est le sens profond, la seule interprétation possible, du référendum d'hier. La majorité des électeurs québécois a refusé d'accorder à son gouvernement provincial le mandat de négocier le retrait du Québec de la fédération canadienne, même si on l'avait assurée envers et contre tous que cela pourrait se faire tout en maintenant une quelconque association économique avec le reste du pays. Ces électeurs ont dit "non", parce qu'ils ont fait confiance au Canada...

"Nous savons par ailleurs qu'une forte proportion de ceux qui ont voté "oui" l'ont fait non pas parce qu'ils favorisaient l'indépendance du Québec, mais parce qu'ils ont douté de nos assurances, et qu'ils ont cru mieux favoriser le changement en donnant un appui tactique au Parti québécois.

"Je m'en remets pour cette interprétation, non pas seulement aux sondages qui ont précédé le référendum, mais aussi aux innombrables témoignages qui ont paru dans la presse au cours des derniers mois... Somme toute, c'est un appui